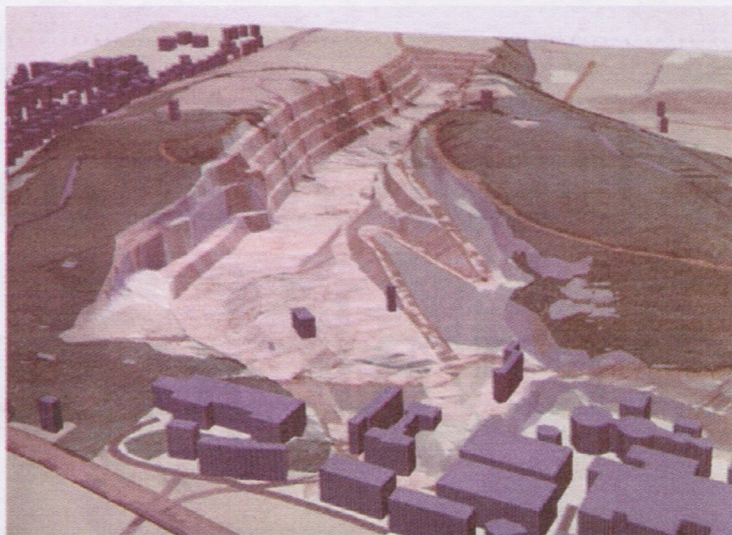


# La carrière s'étendrait à l'ouest



Ci-dessus, on voit en jaune la surface actuelle de l'excavation. En bleu, celle prévue dès 2016 et, en traitillé, ce qui devrait suivre en 2022. A droite, sur l'image virtuelle, il ne devrait déjà plus rester grand-chose du Mormont en 2030. DR

**LA SARRAZ** Holcim a présenté jeudi dernier aux habitants de la région le plan mis au point pour agrandir la surface du site qu'elle exploite depuis 1953 au flanc du Mormont. C'est en fait un plan B, puisque l'entreprise souhaitait à l'origine s'attaquer au sommet de la colline, là où se situe la majeure partie du calcaire nécessaire pour fabriquer durant de longues années encore les 800 000 tonnes de ciment qu'elle produit annuellement.

Les arguments développés en faveur du maintien (la concession actuelle court jusqu'en 2021) et de la continuation à long terme de cette exploitation sont avant tout économiques. Il existe actuellement en Suisse six cimenteries, lesquelles arrivent tout juste à fournir les 4 millions de tonnes dont a besoin le pays chaque année. Le canton connaît, d'autre part, une très forte accélération du secteur de la construction, que ce soit pour des infra-

structures routières ou ferroviaires, des écoles ou des bâtiments hospitaliers, et la proximité dans la production du ciment évite de coûteux transports. Elle favorise aussi l'économie locale par les emplois qu'elle génère, ainsi que les collectivités publiques par ses apports financiers, notamment fiscaux.

Il existe cependant un problème face à cette débauche d'arguments favorables: ce site, (enfin ce qu'il en reste) abrite une faune et une flore exceptionnelles et très diversifiées suscitant depuis longtemps l'intérêt du monde scientifique et des amis de la nature; il est protégé et figure à l'Inventaire cantonal des monuments et des sites (IMNS) et à celui, fédéral, des paysages, sites et monuments d'importance nationale (IFP). Après que le canton ait mis en consultation son Plan directeur des carrières 2013 où figuraient le permis d'exploitation actuel jusqu'en 2021 et l'extension sou-

haitée jusqu'en 2035, la firme a proposé qu'on étudie une troisième extension, incluant le sommet du Mormont jusque-là protégé et intact, ce qui a provoqué un tollé de protestations dans les milieux écologiques ainsi qu'au sein des résidents de la région et la création de l'Association pour la sauvegarde du Mormont (ASM).

## La clause du besoin

Jeudi soir, c'est donc une solution intermédiaire qui a été détaillée par l'exploitant, ses mandataires et les spécialistes cantonaux du dossier, visant à étendre l'excavation vers le plateau de la Birette, sis entièrement sur la commune de La Sarraz. Jean-Daniel Dubois, responsable des carrières au Département général de l'environnement (DGE), a défendu la clause du besoin pour promouvoir le projet, tandis que Nicolas Fawer, ingénieur mandaté par Holcim a justifié le choix de ce sec-

teur particulier par les études qui y ont été menées quant aux vibrations et à leurs nuisances ainsi qu'à l'impact de ces travaux sur le paysage et le milieu naturel. Il a aussi évoqué le futur comblement des carrières par des matériaux d'excavation et sa renaturation, de manière à redonner au site l'aspect visuel d'antan.

François Girod a quant à lui parlé de l'avenir de l'usine qu'il dirige, en évitant cependant de mentionner qu'à terme, c'est bien le sommet du Mormont lui-même qui serait la proie de ses excavatrices pour que Holcim puisse continuer d'approvisionner le marché romand, raison pour laquelle usine et canton ont initié à Berne une procédure de modification de l'IFP visant à exclure l'endroit des sites protégés. Pour terminer, Alain Chanson, président de l'ASM et représentant pour la soirée Pro Natura Vaud a réaffirmé la position de ces deux organismes, à savoir que si l'extension des travaux en direction de l'ouest leur semble encore acceptable, ils s'opposeraient en revanche à tout autre projet tant qu'aucune assurance ne leur serait fournie à propos de la préservation du sommet de la colline. En résumé, faut-il détruire un site unique abritant, selon l'inventaire qui en a été fait, plus de 900 espèces de plantes dont beaucoup sont menacées et 500 espèces animales tous genres confondus pour des motifs exclusivement économiques? La question reste ouverte mais, à coup sûr, on reparlera du Mormont. ■



Présentation par Rosa Mischler, syndique de La Sarraz. A droite, les intervenants: Jean-Daniel Dubois, responsable des carrières à la DGE, François Girod, Holcim Eclépens, Nicolas Fawer, Biol Conseils S.A., et Laurent Bonnard, journaliste et modérateur de la soirée. CHRISTIAN DUTOIT